



CONSIDÉRANT

que la société BACHELET BONNEFOND est autorisée par arrêté préfectoral du 21 avril 2022 modifié à exploiter une installation de traitement de déchets liquides dangereux et non dangereux sur la commune de PETIT-QUEVILLY ;

que l'article 58-V de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié permet à l'inspection des installations classées de faire procéder à tout moment aux frais de l'exploitant à un contrôle de ses rejets ;

qu'un contrôle inopiné des effluents aqueux après traitement a eu lieu au point de rejet n° 1 entre le 23 mai 2022 et le 24 mai 2022 en présence d'un laboratoire mandaté par la DREAL et de l'inspection des installations classées lors de la pose et de la dépose du matériel ;

que le laboratoire mandaté par la DREAL dispose des accréditations nécessaires pour le prélèvement ou les analyses des substances recherchées ;

que le bon déroulement du contrôle au vu des constats effectués par l'inspection est rappelé dans son rapport du 28 juillet 2023 ;

que le rapport de synthèse du contrôle inopiné susvisé fait mention des faits suivants :

- non respect de la caractéristique **couleur**, avec un dépassement supérieur au double de la valeur imposée à l'article 4.3.9 l'arrêté préfectoral du 21 avril 2022 susvisé ;
- non respect des valeurs limites d'émission imposées à l'article 4.3.11 de l'arrêté préfectoral du 21 avril 2022 modifié susvisé pour les paramètres suivants : **zinc et AOX** ;

que par ailleurs les résultats de l'autosurveillance transmis par l'exploitant afférent à l'analyse du même échantillon prélevé entre le 23 et le 24 mai 2023 confirment les dépassements pour les paramètres zinc et AOX, mais qu'aucune valeur n'a été mesurée pour le paramètre couleur ;

que par ailleurs le dépassement sur le paramètre zinc est constaté depuis plusieurs années dans le cadre de l'autosurveillance de l'exploitant ;

que ces dépassements constituent des non-conformités vis-à-vis des dispositions des articles 4.3.9 et 4.3.11 de l'arrêté préfectoral du 21 avril 2022 modifié qui imposent les valeurs limites de rejets suivantes :

«

Débit de référence	Maximal : 10 m ³ /h, 100 m ³ /j	Moyen journalier : 90 m ³ /j
Paramètre	Concentration moyenne journalière (en mg/l ou µg/l)	Flux moyen mensuel (en g/j ou kg/j)
AOX	1 mg/L	30g/j
Zinc et ses composés	10 µg/L	2,5 kg/j

Le rejet direct ou indirect de substances dont l'action ou les réactions sont susceptibles de détruire les poissons, nuire à leur nutrition ou à leur reproduction est interdit.

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- Température : < 30 °C ;
- pH : compris entre 5,5 et 8,5 ;
- Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/L » ;

que ces manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés ;

que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société BACHELET BONNEFOND de respecter les prescriptions des articles 4.3.9 et 4.3.11 de l'arrêté préfectoral du 21 avril 2022 modifié susvisé afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

ARRÊTE

Article 1^{er} -

La société BACHELET BONNEFOND, dont le siège social est situé au n°12, rue de l'Ancienne Mare à PETIT-QUEVILLY (76 140), est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 4.3.9 et 4.3.11 de l'arrêté préfectoral du 21 avril 2022 modifié susvisé en mettant en œuvre les moyens nécessaires pour que l'ensemble des paramètres réglementés (caractéristiques, concentrations et/ou flux) soit respecté et inférieur aux valeurs prescrites par ces mêmes articles.

Pour cela, l'exploitant fournit sous un délai d'un mois à l'inspection des installations classées son plan d'actions pour un retour à la normale des rejets aqueux de l'installation avec tous les éléments d'appréciation permettant de garantir l'efficacité de celui-ci.

Ce plan d'actions est accompagné d'un échéancier de réalisation et d'un engagement sur une échéance de mise en conformité qui ne peut excéder 6 mois.

La mise en demeure sera réputée satisfaite après 6 mois supplémentaires d'absence de dépassement de l'autosurveillance réalisée par l'exploitant et régulièrement transmise à l'inspection des installations classées via l'application GIDAF.

Article 2 -

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu à ce même article et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il peut être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les dispositions l'article L.171-7-II du code de l'environnement.

Article 3 -

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de ROUEN.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter du jour où la présente décision lui a été notifiée et de deux mois pour les tiers à compter de la date de publication (article R.421-1 du code de justice administrative).

Conformément aux dispositions de l'article R. 414-2 du code de la justice administrative, les personnes de droit privé autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public non représentées par un avocat, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen d'un téléservice accessible par le site www.telerecours.fr. Ces personnes ne peuvent régulièrement saisir la juridiction par voie électronique que par l'usage de ce téléservice.

Article 4 -

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Seine-Maritime pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5 -

Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie du PETIT-QUEVILLY pendant une durée minimum d'un mois.

Article 6 -

La secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie, la maire de la commune du PETIT-QUEVILLY ainsi que tous les agents habilités des services précités sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté est notifié à la société BACHELET BONNEFOND.

Fait à ROUEN, le **30 AOÛT 2023**

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La secrétaire générale

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'B. Steffan', with a long horizontal flourish extending to the right.

Béatrice STEFFAN